

B. PRESENTATION GENERALE

Révision	Date	Rédacteur	Validateur
0	08/12/2020	Hélène THOMAS	Julie LHERMITTE



SOMMAIRE

1.	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	B-4
1.1	RENSEIGNEMENT ADMINISTRATIFS.....	B-4
1.2	PRESENTATION DE LA SOCIETE	B-4
1.2.1	Groupe	B-4
1.2.2	Société.....	B-4
1.3	CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	B-5
1.3.1	Capacités techniques	B-5
1.3.2	Capacités financières	B-5
2.	LOCALISATION DU PROJET	B-6
3.	ACTIVITES : NATURE ET VOLUME	B-7
3.1	DESCRIPTIF DE L'ACTIVITE.....	B-8
3.1.1	Réception des marchandises.....	B-8
3.1.2	Stockage des marchandises	B-8
3.1.3	Préparation des commandes et expéditions	B-11
3.1.4	Expédition / livraisons.....	B-12
3.2	ORGANISATION GENERALE.....	B-12
3.2.1	Effectif et rythme de l'activité.....	B-12
3.2.2	Qualifications du personnel	B-12
3.2.3	Formations du personnel	B-12
4.	PRESENTATION DES INSTALLATIONS	B-13
4.1	BATIMENTS ET CELLULES DE STOCKAGE	B-13
4.2	INSTALLATIONS ANNEXES.....	B-14
4.2.1	Installation de chauffage.....	B-14
4.2.2	Locaux de charge d'accumulateurs	B-15
4.2.3	transformateur électrique	B-15
4.2.4	Sprinklage.....	B-15
4.3	PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	B-16
4.4	BUREAUX ET LOCAUX SOCIAUX.....	B-16
4.5	STATIONNEMENT	B-16
4.6	QUAIS.....	B-16
5.	GESTION DES EAUX DU SITE	B-17
5.1	LES EAUX USEES	B-17
5.2	LES EAUX PLUVIALES.....	B-17
6.	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT OU D'INCIDENT	B-19
6.1	EN CAS D'INCENDIE.....	B-19
6.1.1	Moyens internes d'intervention de lutte incendie	B-19
6.1.2	Moyens de lutte incendie pour les secours	B-19
6.1.3	Moyens de rétention des eaux d'extinction	B-19
6.2	EN CAS DE DEVERSEMENT ACCIDENTEL.....	B-20
6.3	SURVEILLANCE.....	B-21
7.	DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE	B-22
8.	CLASSEMENT DU SITE	B-23



8.1	8.1.1 CLASSEMENT VIS-A-VIS DE LA NOMENCLATURE DES ICPE	B-23
	8.1.1 Rubriques concernées.....	B-23
	8.1.2 Classement du site au regard de l'article R.511-10 du code de l'environnement (Directive Seveso III)	B-35
	8.1.3 Classement SEVESO seuil Haut.....	B-36
	8.1.4 Situation vis-à-vis de l'article R.515-58 du code de l'environnement.....	B-37
	8.1.5 Textes applicables.....	B-38
8.2	CLASSEMENT AU REGARD DE LA NOMENCLATURE VISEE A L'ARTICLE L.214-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (LOI SUR L'EAU)	B-43
8.3	CLASSEMENT VIS-A-VIS DE L'ANNEXE A L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	B-44
9.	GARANTIES FINANCIERES	B-46



1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

1.1 RENSEIGNEMENT ADMINISTRATIFS

La présente demande d'autorisation d'exploiter est sollicitée par la société SAS SH ABLAINCOURT, dont les principaux renseignements sont insérés dans le tableau ci-dessous.

Société	SAS SH ABLAINCOURT
Forme juridique	Société par Actions Simplifiée
Capital social	12 000 €
Siège social	17 rue Duquesne - 69 006 LYON
N° Siret	842 434 136 00011
Code APE	6820B
Adresse postale du site	Allée de Marseille – Sole de Deniécourt - 80 320 Ablaincourt-Pressoir
Coordonnées Lambert II étendu du site	X : 687 244 m Y : 6 972 917 m
Signataire de la demande	Guillaume STEPHAN
Qualité du signataire	DIRECTEUR DES OPERATIONS

Tableau 2 : Renseignements administratifs de la société SAS SH ABLAINCOURT

L'extrait Kbis de la société SAS SH ABLAINCOURT est fourni en annexes :

=> **Annexe 1 : K-bis SAS SH Ablaincourt**

1.2 PRESENTATION DE LA SOCIETE

1.2.1 GROUPE

1.2.1.1 ACTIVITE

Au travers de nos métiers d'aménageur, promoteur, investisseur **STONEHEDGE** est aujourd'hui un acteur reconnu sur le marché de l'immobilier d'entreprise sur les régions IDF, Rhône-Alpes et PACA au travers du développement de programmes logistique, parc d'activités et business parcs.

1.2.1.2 IMPLANTATIONS

Le Siège social de STONEHEDGE est implanté à LYON. Des agences locales sont présentes à PARIS et MARSEILLE ;

1.2.2 SOCIETE

La SAS SH ABLAINCOURT est une filiale directe de la société STONEHEDGE qui a pour objectif de louer cet immeuble à des professionnels de la logistisque.



1.3 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

1.3.1 CAPACITES TECHNIQUES

L'entreprise s'appuiera sur ses partenaires spécialisés :

- ❖ Bureaux d'études spécialisés en installations classées pour la protection de l'environnement, pour la réalisation d'audits de conformité réglementaires,
- ❖ Property management pour le maintien des installations techniques et la réalisation des vérifications périodiques / opérations de maintenance par exemple, lorsque ces dernières ne sont pas réalisées par les utilisateurs,

pour l'exploitation de ses plateformes en parfaite connaissance de la réglementation notamment en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

La société SAS SH ABLAINCOURT dispose donc des capacités techniques qui lui permettent d'exploiter la plateforme logistique projetée dans le respect des réglementations et normes applicables.

1.3.2 CAPACITES FINANCIERES

En attendant la construction et la location de la plateforme, l'entreprise est supportée par les fonds du groupe **STONEHEDGE**.

Le tableau qui suit permet de rendre compte des capacités financières du groupe **STONEHEDGE** sur les 3 dernières années :

En €	N-2	N-1	N
Chiffre d'affaires	8 032 000	18 135 000	19 500 000
Résultat net	594 000	1 872 000	1 370 000
Endettement	150 000	8 000 000	1 100 000
Capacité d'autofinancement	524 000	2 046 000	1 900 000

Tableau 3 :Capacité financière de la société SOCIETE

STONEHEDGE dispose donc des capacités financières qui lui permettent d'exploiter la plateforme logistique projetée dans le respect des réglementations et normes applicables.



2. LOCALISATION DU PROJET

Le site est localisé au sein de la ZAC de Haute Picardie – Lieu-dit Sole de Deniécourt, sur la commune d'Ablaincourt Pressoir dans la Somme (80). Voir également :

=> **Annexe 2 : Plans du projet**

Les coordonnées Lambert II étendu du site sont les suivantes :

X : 635 022 m

Y : 2 539 968 m

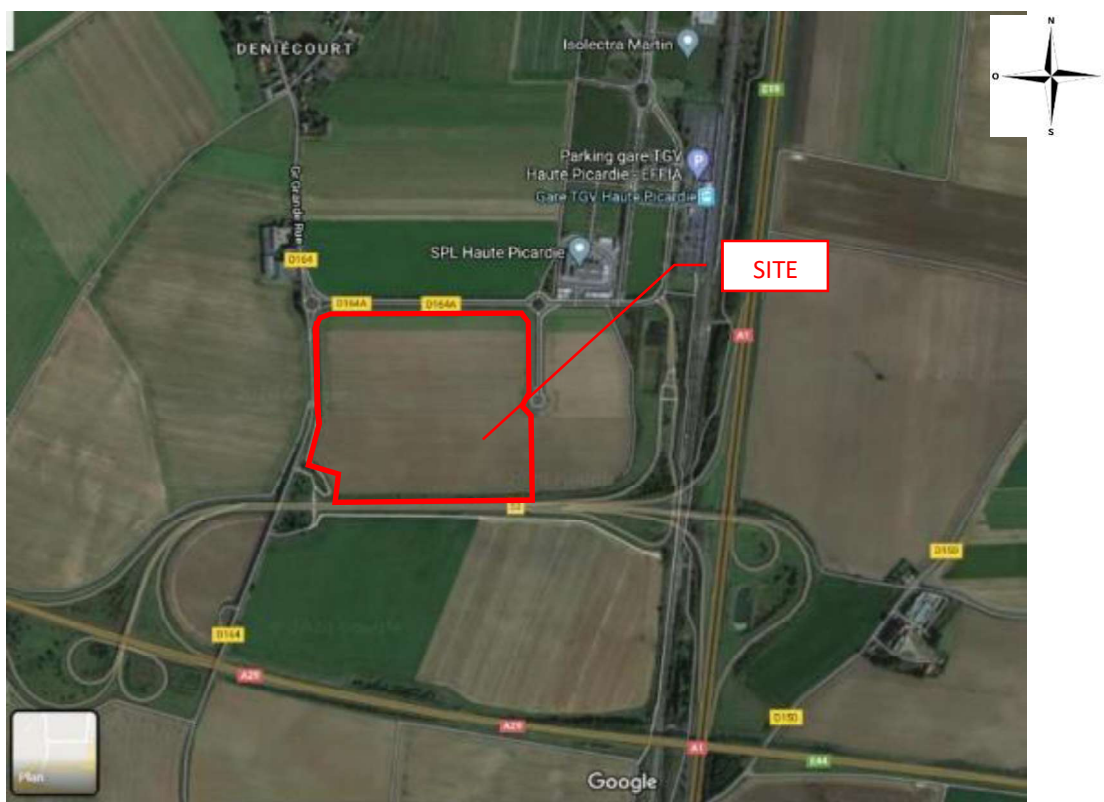


Figure 5 : Vue aérienne de la zone d'étude

Les parcelles occupées, en totalité ou en partie, par le site sont les suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface parcelle	Surface concernée par le projet
Ablaincourt-Pressoir	ZP	0007 (pour partie)	36 689 m ²	25 517 m ²
		0029 (pour partie)	109 100 m ²	74 178 m ²
		0068 (pour partie)	117 658 m ²	108 143 m ²

Tableau 4 : Parcelles cadastrales concernées par le projet

Soit un terrain d'emprise de 207 838 m².

Par ailleurs est joint en annexe la promesse de vente des terrains qui tient lieu d'attestation de propriété des terrains.

=> **Annexe 3 : Promesse de vente des terrains**



3. ACTIVITES : NATURE ET VOLUME

La société envisage l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de d'Ablaincourt-Pressoir, dans le département de la Somme (80).

Cette plateforme sera composée d'un bâtiment totalisant un total de 18 cellules de stockage dites cellules sèches.

Les produits stockés au sein de ces différentes cellules seront de différentes natures :

- ❖ Des matières combustibles, relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées,
- ❖ Des papiers et cartons ou matériaux combustibles analogues, relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées,
- ❖ Du bois ou matériaux combustibles analogues, relevant de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées,
- ❖ Des polymères, relevant des rubriques 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées,
- ❖ Des pneumatiques, relevant de la rubrique 2663-2 de la nomenclature des installations classées,
- ❖ Des liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C, relevant de la rubrique 1436 de la nomenclature ;
- ❖ Des solides inflammables, relevant de la rubrique 1450 ;
- ❖ Du fumiers, engrais et supports de culture relevant de la rubrique 2171.

A noter également qu'il est envisagé la présence de produits dits dangereux de type :

- ❖ Aérosols, relevant des rubriques 4320 et 4321,
- ❖ Liquides inflammables, relevant des rubriques 4330 et 4331,
- ❖ Alcools de bouche, relevant de la rubrique 4755-2,
- ❖ Produits dangereux pour l'environnement aquatique 1 ou 2, relevant des rubriques 4510 et 4511,
- ❖ Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, relevant de la rubrique 4801

Et dans une moindre mesure la présence potentielle de :

- ❖ Produits ménagers (lessive de soude ou de potasse caustique) relevant de la rubrique 1630,
- ❖ Liquides comburants, relevant des rubriques 4440/ 4441,
- ❖ Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2, relevant de la rubrique 4718,
- ❖ Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, relevant de la rubrique 4734,
- ❖ Mélanges d'hypochlorite de sodium, relevant de la rubrique 4741,
- ❖ Etc.

Ces produits seront stockés dans des cellules ou sous parties de cellules spécialement aménagées pour la logistique de ce type de marchandises.



3.1 DESCRIPTIF DE L'ACTIVITE

L'activité logistique se caractérise par 4 grandes phases reprises ci-après :

- ❖ La réception des marchandises,
- ❖ Le stockage,
- ❖ La préparation des commandes et le chargement des marchandises,
- ❖ Les expéditions et livraisons.

D'autres activités gravitent autour comme le service client ou la gestion des déchets par exemples.

Ces 4 grandes phases sont présentées dans les paragraphes ci-après.

3.1.1 RECEPTION DES MARCHANDISES

Les marchandises seront acheminées sur le site par la voie routière.

Le volume de trafic de poids lourds engendré pour l'activité est estimé à 200 camions par jour.

Ils accèderont au site via l'accès situé à l'est du site.

En cas de forte affluence, ces derniers pourront stationner sur les deux aires d'attente, équipée pour accueillir 35 poids lourds et située à l'est du site.

A la réception des marchandises un contrôle qualité sera opéré, il s'agira :

- ❖ De vérifier la conformité des produits reçus (nature, quantité),
- ❖ Et éventuellement de vérifier la température des marchandises entrantes.

Une fois la conformité établie, les marchandises rejoindront le stockage.

3.1.2 STOCKAGE DES MARCHANDISES

Les marchandises seront stockées dans les différentes cellules de l'entrepôt. La gestion du stockage sera informatisée, il sera donc possible de restreindre le stockage dans certaines cellules ou zone de l'entrepôt. De cette façon, l'exploitant sera en mesure de pouvoir gérer les incompatibilités éventuelles entre les produits.

L'emplacement dans les racks sera repéré par trois paramètres constituant l'adresse du produit :

- ❖ Un numéro d'allée,
- ❖ Un numéro de cellule,
- ❖ Une hauteur.

Les marchandises seront soit stockées en racks, soit en masse sur des palettes normalisées de type Europe (1,2 m x 0,80 m) dans la plupart des cas. La hauteur limite de stockage sera de 12,0 m sauf pour les liquides dangereux (4330/4331/1436) où elle sera de 5 m.

Le stockage des aérosols sera lui limité à 8 m de haut.

Le stockage en rack sera en R+5 (6 niveaux de stockage).

Toutes les cellules pourront accueillir les produits 1510, 1530, 1532, 2662, 2663.

Les cellules 1 et 16 pourront accueillir des produits 4510/4511.

Les cellules 8A, 8B et 9A, 9B pourront accueillir les produits 4330/4331, 1436, 4755, 4320/4321 et 1450.



Les autres typologies de stockage pourront être présentes dans les cellules 2 à 7 et 10 à 15 dans le respect des règles de compatibilités.

Chaque cellule disposera de 5 à 9 quais camions selon sa configuration.



Les quantités maximales 1510, 1530, 1532, 2662, 2663 pouvant être stockées sont présentées-ci après :

	Cellules 1 à 7 et 10 à 16	Cellules 8A et 9A	Cellules 8B et 9B	
Type de stockage	rack	rack	rack	
Volume de l'entrepôt (m³)				
Surface moyenne d'une cel (m²)	5979	3190	2754	
Hauteur utile sous ferme (m)	12,0	12,0	12,0	
Volume utile sous ferme (m)	71748	38281	33048	
Hauteur au faîtage (m)	14,17	14,17	14,17	
Volume au faîtage d'une cel (m³)	84 693	45 187	39 010	
Nombre de cellule	14	2	2	
Volume des cellules (m³)	1 185 695	90 374	78 021	1 354 090
Volume (m³) et tonnage (t) stockés				
Volume d'une palette pleine (m³) (1,2m x 0,8m x 1,8m)	1,73	1,73	1,73	
Poids moyen d'une palette pleine (t)	0,70	0,70	0,70	
Hauteur max de stockage (m)	11	11	11	
Longueur de stockage (m)	107	47	55,5	
Longueur emplacement palette (m)	0,94	0,94	0,94	
Largeur d'un rack	2,1	2,1	2,1	
Nbre de palette au sol par simple rack	114	50	59	
Nbre de simple rack	16	16	16	
Nbre de niveau de stockage	6	6	6	
Nbre de palette par cellule	10 928	4 800	5 668	
Volume de stockage par cellule (m³)	18 883	8 294	9 794	
Volume total stocké (m³)	264 362	16 589	19 589	300 540
Tonnage stocké par cellule (t)	7 649	3 360	3 968	
Tonnage total (t)	107 091	6 720	7 935	121 746

Tableau 5 : Répartition des stockages sur le site

A noter que les quantités présentées dans le tableau ci-dessus considèrent le produit comme étant unique dans la cellule concernée (quantités maximales susceptibles d'être stockées).

3.1.2.1 CAS PARTICULIER DES AEROSOLS

En ce qui concerne les stockages d'aérosols, visés par les rubriques 4320 et 4321, ces derniers pourront être entreposés dans des cages grillagées situées au sein des cellules C8A/B et C9A/B, non contiguës aux bureaux et locaux sociaux. Il pourra être admis au sein du stockage d'autres matières combustibles relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 à la condition que le système d'extinction automatique soit compatible avec les produits présents dans la cellule.

L'aménagement de la cellule sera laissé à l'appréciation de l'utilisateur, mais le stockage de marchandises combustibles sera interdit au-dessus des parties grillagées, sauf à laisser une hauteur libre de stockage de 2 m. Cette consigne sera rappelée dans les consignes de sécurité du site.

La partie grillagée sera pourvue de portes, elles aussi grillagées qui seront maintenues fermées en dehors des périodes d'activité et de manutention des produits stockés à l'intérieur.

La hauteur de stockage maximale des aérosols sera de 8 m.



3.1.2.2 CAS PARTICULIER DES LIQUIDES INFLAMMABLES ET/OU COMBUSTIBLES

Les liquides inflammables relevant des rubriques 4330/4331, les liquides combustibles relevant de la rubrique 1436 seront stockés à une hauteur maximale de 5 m au sein des cellules C8A/B et C9A/B, non contiguës aux bureaux et locaux sociaux.

Ces cellules feront moins de 3 500 m². Ces cellules seront équipées de zones de collecte des écoulements de 500 m² reliées à une rétention déportée.

Des marchandises combustibles relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 ainsi que les matières dangereuses ne présentant pas d'incompatibilité pourront compléter le stockage au-dessus et sur les côtés.

Là encore, le système d'extinction automatique d'incendie sera prévu et adapté à cette configuration.

Ces cellules accueilleront également les alcools de bouche (4755) qui pourront être stockés jusqu'à 12 m de hauteur conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

3.1.2.3 GESTION DES INCOMPATIBILITES

Conformément à l'article 8 de l'Arrêté du 11 Avril 2017, les matières chimiquement incompatibles ou susceptibles d'aggraver un incendie, ne peuvent être stockées ensemble que si l'exploitant prévoit des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

Les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.

Les aménagements spécifiques aux aérosols et liquides inflammables et/ou combustibles ont été présentés dans les paragraphes précédents. Pour les autres produits présentant des incompatibilités, la séparation physique pourra être constituée par des bacs de rétention individuels placés dans les racks et un éloignement suffisant à l'intérieur de la cellule de stockage.

Les utilisateurs seront tenus de stocker séparément les marchandises présentant des incompatibilités en se basant notamment sur les fiches de données de sécurité des produits stockés.

Une gestion informatisée des stocks permettra à tout moment de vérifier les règles de compatibilité des produits stockés.

Ces éléments sont étudiés en détail dans l'étude des dangers du présent dossier.

3.1.3 PREPARATION DES COMMANDES ET EXPEDITIONS

Les commandes seront gérées informatiquement et préparées par les caristes.

Les commandes de détail seront préparées séparément par des opérateurs qualifiés.

Un contrôle qualité systématique ou aléatoire selon les cas sera réalisé afin de s'assurer de la conformité des commandes préparées.

Ces opérations nécessiteront beaucoup de rigueur afin de ne pas commettre d'erreur dans le choix, le comptage, le pointage et la numérotation des marchandises.

L'outil informatique sera d'une aide précieuse pour les préparateurs de commandes.

Des emballages seront nécessaires pour la préparation des commandes, comme des cartons, des étiquettes, du film plastique, des palettes ou encore, des bacs plastiques. Les quantités d'emballages présentes dans l'entrepôt seront négligeables eu égard aux quantités présentées dans tableau précédent.



3.1.4 EXPEDITION / LIVRAISONS

Une fois les palettes préparées, ces dernières seront placées au sol, face aux quais d'expédition en attente de chargement des poids lourds.

Une attention toute particulière veillera à optimiser le chargement des véhicules afin que ces derniers soient pleins, sans pour autant dépasser le poids total autorisé en charge (PTAC).

3.2 ORGANISATION GENERALE

3.2.1 EFFECTIF ET RYTHME DE L'ACTIVITE

L'établissement emploiera environ 400 personnes réparties comme suit :

- ❖ Environ 80 administratifs et commerciaux,
- ❖ Environ 320 personnes pour l'exploitation de l'entrepôt.

L'activité de l'entrepôt sera réalisée du lundi au samedi de 5h00 à 23h00 avec une rotation des équipes en 2 X 8.

Toutefois une ouverture 24h/24 en 3 X 8 n'est pas à exclure.

Le site n'accueillera pas de public.

3.2.2 QUALIFICATIONS DU PERSONNEL

Les principales fonctions qui interviendront directement dans l'exploitation de l'entrepôt seront :

- ❖ Un responsable de l'entrepôt, chargé de veiller à l'organisation générale du travail et au respect des règles de sécurité et environnementales,
- ❖ Un gestionnaire de stock, chargé d'attribuer les emplacements des palettes et de veiller au respect, entre autres, des règles de compatibilité des produits,
- ❖ Des chefs d'équipe, chargés de la planification et de la bonne exécution des tâches,
- ❖ Des caristes, chargés du transport par chariot automoteur, des marchandises à l'intérieur du dépôt,
- ❖ Des manutentionnaires, chargés de la préparation des commandes, de l'éclatement des palettes etc.

Les qualifications du personnel seront variables selon les postes occupés et l'expérience acquise.

3.2.3 FORMATIONS DU PERSONNEL

Le personnel suivra les formations nécessaires pour une exploitation efficace de l'entrepôt en toute sécurité, notamment :

- ❖ Équipiers de première intervention,
- ❖ Plans de secours,
- ❖ Conseiller à la sécurité, notamment en cas de transport de matières dangereuses,
- ❖ Caristes,
- ❖ Habilitation électrique si besoin,
- ❖ Gestes et postures,
- ❖ Formations spécifiques au site.



4. PRESENTATION DES INSTALLATIONS

4.1 BATIMENTS ET CELLULES DE STOCKAGE

La plateforme logistique sera composée d'un bâtiment représentant au total 18 cellules de stockage.

Les dispositions constructives des bâtiments respecteront les prescriptions générales de l'Arrêté du 11 Avril 2017.

Les principales dispositions constructives sont :

- ❖ 14 cellules d'une surface moyenne de 5 979 m² en configuration dos-à-dos,
- ❖ Les cellules 8A et 9A d'une surface de l'ordre de 3 190 m²,
- ❖ Les cellules 8B et 9B d'une surface de l'ordre de 2 750 m²,
- ❖ Hauteur au faîtage 14,17 m,
- ❖ Système automatique d'extinction à eau (sprinkleur) adapté aux produits stockés,
- ❖ Murs séparatifs dos-à-dos REI 240 dépassant de 1 m en toiture,
- ❖ Murs séparatifs entre cellules REI120 ou REI 240 selon les cellules. Ces murs dépasseront de 1 m en toiture et présenteront des retours latéraux en façade de 1 m minimum ou dépassement de 0,5 m en façade,
- ❖ Afin de séparer les flux piétons et véhicules, les communications entre les cellules seront prévues indépendamment pour les chariots et les piétons. Ces communications seront protégées par des portes coupe-feu de même degré que les murs séparatifs. Elles seront munies d'un dispositif de fermeture automatique asservies à la détection incendie afin d'assurer le compartimentage des cellules en cas de sinistre,
- ❖ Ecrans thermiques REI120 en pignon Est et Ouest du bâtiment au niveau des cellules 1 et 16,
- ❖ Ecrans thermiques REI240 en pignon Est et Ouest du bâtiment au niveau des cellules 8A/B et 9A/B,
- ❖ La toiture sera réalisée en bac acier. Ses éléments de support seront A2s1d0, recouvert d'une isolation en laine de roche ayant un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8.4MJ/kg et d'une étanchéité multicouche ou membrane PVC. Par ailleurs, la toiture et la couverture de toiture satisferont la classe BROOF (t3). Elle sera recouverte d'une bande de protection de 5 m de large de part et d'autre des murs séparatifs des cellules. Cette bande est en matériaux A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2s1d0,
- ❖ Des panneaux photovoltaïques seront installés en toiture des cellules (hors cellules 8A/B et 9A/B). La toiture des bureaux, locaux de charge et locaux techniques sera végétalisée,
- ❖ La structure sera en poteau béton stable au feu 1 heure minimum et la charpente R60 en béton ou bois lamellé/collé,
- ❖ L'éclairage zénithal dans les cellules d'activités industrielles, implanté à plus de 7 m des murs coupe-feu séparatifs des cellules sera réalisé avec des matériaux classés M2 non gouttant,
- ❖ Chaque cellule sera recoupée en cantons de désenfumage dont la surface sera inférieure à 1 600 m² et d'une longueur maximale inférieure à 60 m. Des écrans de cantonnement, de 1 m de hauteur au moins et de comportement au feu A2s1d0 et stables ¼ d'heure, délimiteront les cantons. Ils seront essentiellement constitués à partir d'éléments structurels. Les exutoires de désenfumage (DENFC) seront placés en toiture, implantés à plus de 7.00 m des murs séparatifs entre cellule. Leur surface utile représentera au minimum de 2% de la surface de chaque



canton. Les amenées d'air frais auront pour chaque cellule une surface au moins égale à celle des exutoires en toiture du plus grand canton, et seront réalisées par l'ouverture des différentes portes donnant sur l'extérieur,

- ❖ Les bureaux et locaux sociaux décrits ci-après seront tous isolés des cellules par des parois REI120 jusqu'en sous-face de toiture de l'entrepôt. Le mur REI 120 montera donc à plus de 4 m par rapport à la toiture de ces bâtiments,
- ❖ Les locaux de charge des batteries des chariots seront séparés des cellules de stockage par une paroi REI 120 arasée sous toiture de l'entrepôt et une porte EI 120-c (porte coupe-feu de degré 2 heures, munies d'un dispositif de fermeture automatique). La couverture sera en bac acier avec isolant et étanchéité de mêmes caractéristiques que celle de l'entrepôt,
- ❖ Les autres locaux techniques, y compris les chaufferies seront isolés de l'entrepôt par des murs REI 120 et un plafond REI120.

Par ailleurs, l'ensemble des parois de l'entrepôt sera à au moins 20 m des limites de propriété.

4.2 INSTALLATIONS ANNEXES

4.2.1 INSTALLATION DE CHAUFFAGE

Le site sera équipé de 2 chaufferies équipées de chaudières fonctionnant au gaz naturel.

La puissance thermique nominale de l'installation sera supérieure à 1 MW (rubrique 2910-A de la nomenclature des installations classées – seuil de la Déclaration).

Elle permettra de maintenir hors gel les cellules de stockage afin de garantir le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie en cas de chute des températures. Les chaufferies ne fonctionneront donc que périodiquement pendant l'année.

Le chauffage sera réalisé via des aérothermes eau chaude.

Chaque chaufferie respectera les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 03/08/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- ❖ Ensemble de la structure est R60.
- ❖ La toiture de la chaufferie satisfera la classe et l'indice broof(t3).
- ❖ Eléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus :
 - ❖ Parois, couverture et plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
 - ❖ Portes intérieures EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
 - ❖ Porte donnant vers l'extérieur EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) au moins.

Chaque chaufferie sera équipée de deux accès.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.



Les bureaux, à l'exception des bureaux de quais, et les locaux sociaux seront quant à eux chauffés par pompe à chaleur réversible.

4.2.2 LOCAUX DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Les opérations de manutention seront réalisées principalement à l'aide de chariots électriques.

Pour les besoins de l'exploitation, le site disposera donc de 6 locaux de charge d'accumulateurs localisés au nord du bâtiment entre les cellules 4 et 5 et au sud entre les cellules 12 et 13 et en pignon Est et Ouest.

La puissance totale de courant continu utilisable pour l'opération de charge sera supérieure à 50 kW, (rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées - seuil de la Déclaration).

Les dispositions constructives de ces locaux se baseront sur les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 29 mai 2000.

Toutefois, il est à noter **les adaptations suivantes** concernant la résistance au feu des parois extérieures et des plafonds : dans le cadre du projet, il est envisagé les parois extérieures en simples parois en bardage métallique, et le plafond par bac acier.

Ces locaux seront séparés de l'entrepôt par un mur REI 120 de la hauteur de l'entrepôt et prolongé latéralement de 1 m de chaque côté et portes EI 120.

La ventilation des locaux sera mécanique et la charge des batteries sera asservie à cette ventilation. Cela signifie que si la ventilation s'arrête alors la charge de batterie ne sera plus possible rendant la création et l'accumulation d'hydrogène très improbable. Chaque local aura malgré tout une détection d'hydrogène arrêtant la charge des batteries en cas de présence d'hydrogène

4.2.3 TRANSFORMATEUR ELECTRIQUE

Un transformateur sera installé sur le site pour fournir le courant nécessaire aux activités du site (principalement éclairage, charge des batteries, activités administratives...).

Transformateur sec / fonctionnant avec un diélectrique type huile minérale et équipé d'une rétention, cet équipement sera installé dans un local dédié à l'est du bâtiment.

4.2.4 SPRINKLAGE

Un réseau de sprinklage sous toiture sera installé dans les cellules de stockage, le local sprinkler et les locaux de charge.

L'installation proposée sera de type ESFR et conforme à la règle NFPA.

Pour l'ensemble des cellules, le dimensionnement de la protection toiture sera basé sur une protection ESFR K25, dimensionnée sur base de 12 têtes en fonctionnement à 3,6 bars, têtes K25 tarées à 74°C.

Une protection par sprinklers de type réseaux intermédiaires est prévue au niveau des cellules C8A/C8B et C9A/9B sur les premières lisses, le stockage étant limité à 5 m de hauteur car concernant les liquides inflammables.

Pour les aérosols, une protection intermédiaire sera également mise en place. Elle est dimensionnée sur la base de 18 têtes à 1 bar, têtes spray K115 QR (non-cumul avec débit toiture). Les planchers pleins seront prévus.

Les autodocks et compacteurs seront protégés par des systèmes secs via des chandelles sèches traversantes tarées à 93°C.



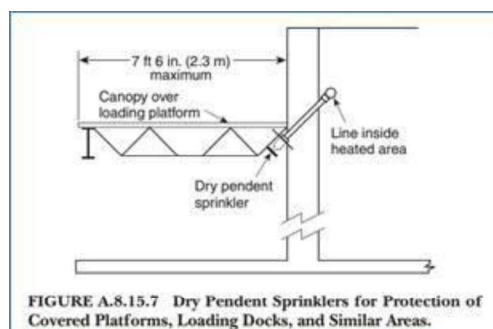


Figure 6 : *Exemple de protection autodock par chandelle sèche*

Le local sprinklage sera isolé de l'entrepôt par une paroi REI 120. Il intégrera notamment le groupe motopompe permettant d'alimenter les têtes de sprinklage ainsi que la pompe jockey électrique dont le rôle est de maintenir en pression le réseau (11 bars). Une cuve de fioul domestique, installée sur rétention, sera présente pour alimenter les groupes motopompes.

La réserve d'eau (2 cuves de 600 m³), présentant un volume de 1 200 m³, sera alimentée par le réseau d'eau potable et permettra également d'assurer l'alimentation en eau des RIA de l'entrepôt.

4.3 PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

La structure du bâtiment sera conçue pour pouvoir mettre en place des panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'entrepôt (à l'exception de la toiture des cellules 8A/B et 9A/B accueillant les liquides inflammables).

L'installation de ces panneaux sera réalisée le cas échéant conformément aux prescriptions de l'arrêté du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Il sera notamment prévu un dispositif de coupure type arrêt coup de poing permettant l'arrêt de leur fonctionnement afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

4.4 BUREAUX ET LOCAUX SOCIAUX

Le site disposera d'un ensemble de quatre blocs bureaux et locaux sociaux en R+1. Ils seront situés en façade Nord (entre cellule 2-3 et 6-7) et Sud de l'entrepôt (entre cellule 10-11 et 14-15). Des bureaux de quai seront également présents dans certaines cellules, et seront utilisés par le service exploitation.

4.5 STATIONNEMENT

Les véhicules légers (VL) des membres du personnel stationneront sur deux parkings de 160 places chacun réservé à cet effet au nord et sud du site. La capacité totale de stationnement VL sera de 320 places. Ces places de stationnement seront disposées au plus proche de l'entrée principale des bureaux, et la gestion des flux de circulation sera réalisée de telle sorte que les piétons croisent le moins possible la circulation des camions.

Les poids-lourds disposeront quant à eux de 35 places accessibles depuis l'entrée localisée à l'est du site. Elles permettront le stationnement des véhicules en attente de chargement ou de déchargement des marchandises.

4.6 QUAIS

L'entrepôt possèdera 2 cours camions pour un total de 98 quais de chargement/déchargement.



5. GESTION DES EAUX DU SITE

Le réseau d'assainissement sera séparatif.

5.1 LES EAUX USEES

Les eaux usées seront dirigées vers le réseau de la ZAC avant d'être traitées par la STEP d'Estrées-Deniécourt.

5.2 LES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales de toiture et de voirie seront collectées séparativement :

- ❖ Les eaux de toitures seront envoyées vers les bassins/noue d'infiltration directement ;
- ❖ Les eaux des zones de quais seront envoyées vers le bassin étanche. Elles seront ensuite dirigées vers les bassins/noues d'infiltration après passage via un séparateur d'hydrocarbures. Une vanne d'isolement permettra de couper la communication entre le bassin étanche et les bassins d'infiltration en cas d'incendie ;
- ❖ Les eaux de voiries des parking et zones non connectées aux quais seront envoyées vers les bassins/noue d'infiltration directement.

Le site est conçu pour la gestion d'une pluie d'occurrence trentennale.



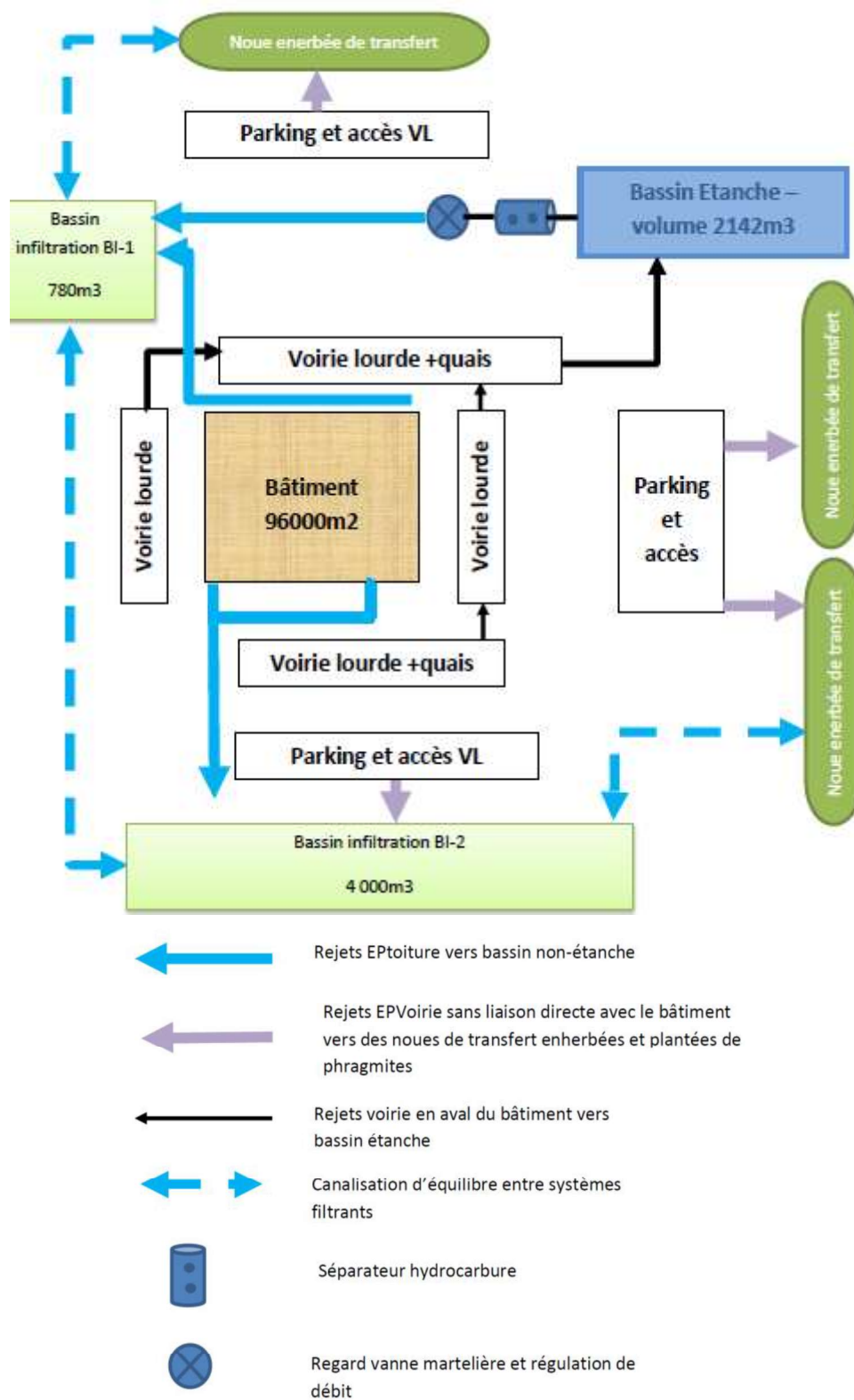


Figure 7 : *Synoptique de gestion des eaux pluviales*



6. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT OU D'INCIDENT

6.1 EN CAS D'INCENDIE

6.1.1 MOYENS INTERNES D'INTERVENTION DE LUTTE INCENDIE

- ❖ Un ensemble d'extincteurs, répartis sur le site, à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. L'agent extincteur sera adapté aux matières stockées ;
- ❖ Un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) conforme aux normes en vigueur : les R.I.A. seront répartis en fonction des dimensions des cellules et seront, dans la mesure du possible, situés à proximité des issues ; ils seront protégés contre les chocs, utilisables en période de gel et sont disposés de telle sorte que chaque foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les conduites en tubes DN 33 sont en acier galvanisé de 30 m de longueur. Ils seront alimentés par une réserve d'eau ;
- ❖ Un système de sprinklage, adapté aux produits, alimenté par une cuve aérienne de 1 200 m³.

6.1.2 MOYENS DE LUTTE INCENDIE POUR LES SECOURS

- ❖ Concernant les appareils de lutte contre l'incendie, l'accès extérieur de chaque cellule sera à moins de 100 m d'un appareil d'incendie. Les poteaux incendie seront distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;
- ❖ Sur le site, 13 hydrants privatifs judicieusement implantés autour du bâtiment permettant de délivrer un débit de 270 m³/h, pendant 2 heures. Ces hydrants sont alimentés par une cuve de 540 m³.

6.1.3 MOYENS DE RETENTION DES EAUX D'EXTINCTION

En cas d'incendie, les eaux d'extinction représentant un volume de 2 152 m³ selon le calcul du guide D9 seront confinées dans un bassin étanche d'un volume de 2 142 m³ et dans les réseaux.

Le site dispose également de la capacité à stocker le volume des eaux d'extinction et de la pluie décennale concomitante. Cette configuration demande une capacité de stockage de 880 m³ supplémentaires. Dans ce cas de figure uniquement, les quais seraient sollicités pour une hauteur maximale de 0,18 m selon la coupe suivante :





La communication de ce bassin avec les bassins/noues d'infiltration sera automatiquement interrompue via une vanne dont le déclenchement sera asservi à la détection incendie jouée par le système d'extinction automatique. Celle-ci pourra également être manœuvrée manuellement.

6.2 EN CAS DE DEVERSEMENT ACCIDENTEL

Au niveau des locaux de charge, il sera mis en place un revêtement étanche ainsi que d'un puisard étanche de récupération des éventuels écoulements acides.

- ❖ 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- ❖ 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Les cellules 8A et 8B et 9A et 9b seront aménagées avec des zones de collecte de 500 m².

Par ailleurs, le bassin sera équipé d'un système de vidange pour éviter qu'il ne se remplisse par les précipitations. En cas d'écoulement en direction du bassin ou de détection incendie cette vidange sera immédiatement coupée.



6.3 SURVEILLANCE

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site, le risque d'intrusion dans l'enceinte du site sera réduit grâce :

- ❖ Aux portails aménagés dans la clôture posée en périphérie du terrain qui sont fermés ;
- ❖ A une surveillance de l'entrepôt par alarme intrusion en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.
- ❖ A la mise en place d'une télésurveillance ou d'un gardiennage.

Le site sera soit gardé 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 par du personnel en poste, soit sous alarme reportée vers une société de télésurveillance. Les portails et portillons mis en place pourront être ouverts par les services de secours au moyen de leur clef « Polycoise ».

Le site dispose de deux accès pompiers.



7. DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

La SAS SH ABLAINCOURT vise une certification BREEAM Excellent voire Outstanding sur le site.

La méthode BREEAM (« Building Research Establishment Environmental Assessment Method »), est une méthode d'évaluation de la performance environnementale des bâtiments. C'est le standard de certification bâtiment le plus répandu à travers le monde : plus de 560.000 bâtiments certifiés dans 77 pays différents. Les mêmes exigences sont applicables quel que soit le pays afin d'assurer une comparabilité et une cohérence de critères à l'international. La prise en compte des contextes locaux se fait par pondération de chaque critère.

A noter que la SAS SH ABLAINCOURT portera une attention particulière à la qualité environnementale de l'opération en phase chantier :

- ❖ Sensibilisation auprès des entreprises sur les enjeux environnementaux du projet ;
- ❖ Suivi de la qualité du chantier : Limitation des nuisances (acoustiques et visuels notamment), Suivi des consommations en eau et énergie, Traçabilité et valorisation des déchets, Charte de chantier vert.

Le projet prévoit notamment :

- ❖ La mise en place de panneaux photovoltaïques sur l'entrepôt,
- ❖ La mise en place de toitures végétalisées sur les bureaux, locaux techniques et locaux de charge,
- ❖ Le chauffage des bureaux par pompe à chaleur réversible.

La composante environnementale est donc un parti pris important au niveau du projet.



8. CLASSEMENT DU SITE

8.1 CLASSEMENT VIS-A-VIS DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

8.1.1 RUBRIQUES CONCERNEES

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la société SAS SH ABLAINCOURT doit avoir l'autorisation environnementale pour exploiter les installations de son futur site d'Ablaincourt-Pressoir, situé dans le département de la Somme (80).

Ces installations sont définies par la nomenclature des installations classées définie au Livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement.

Elles sont soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration selon la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Les tableaux suivants récapitulent les rubriques qui concernent le site en mentionnant :

- ❖ Le numéro de la rubrique,
- ❖ L'intitulé de la rubrique avec les seuils de classement et le régime associé,
- ❖ Les caractéristiques de l'installation concernée,
- ❖ Le classement,
- ❖ Le rayon d'affichage.

Les différentes installations sont localisées sur le plan présenté à la suite des tableaux.

Les installations ne relèvent d'aucune « rubrique 3000 ».



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
1450	<p>Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t.....DC</p>	>= 1 tonne	Autorisation	1 km
1510	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 300 000 m³A</p> <p>2. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 300 000 m..... E</p> <p>3. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³DC</p>	<p>V = 1 354 090 m³</p> <p>T = 121 746 tonnes</p>	Autorisation	1 km
1530	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur à 50 000 m³A</p> <p>2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ E</p> <p>3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.D</p>	252 150 m ³	Autorisation	1 km
1532	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur à 50 000 m³A</p> <p>2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ E</p> <p>3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³D</p>	300 540 m ³	Autorisation	1 km



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
2662	<p><u>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).</u></p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 40 000A</p> <p>2. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 40 000 m³ ; E</p> <p>3. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³D</p>	300 540 m ³	Autorisation	2 km
2663-1	<p><u>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</u></p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 45 000 m³A</p> <p>b) Supérieur ou égal à 2 000 m³ mais inférieur à 45 000 m³ E</p> <p>c) Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³.D</p>	300 540 m ³	Autorisation	2 km
2663-2	<p><u>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</u></p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 80 000 m³ ;A</p> <p>b) Supérieur ou égal à 10 000 m³ mais inférieur à 80 000 m³ E</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³.D</p>	300 540 m ³	Autorisation	2 km
4001	<p><u>Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11</u></p>	Seveso seuil bas	Autorisation	1 km



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
4331	<p><u>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t..... E</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.....DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	999 tonnes	Enregistrement	/
2171	<p><u>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole</u></p> <p>Le dépôt étant supérieur à 200 m³.....D</p>	> 200 m ³	Déclaration	/
2910-A	<p><u>Combustion</u> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW.....A</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW...DC</p>	> 1MW	Déclaration	/
2925-1	<p><u>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques.</u></p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW.....D</p> <p>⁽¹⁾Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	> 50 kW	Déclaration	/



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
4320	<p><u>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 150 t.....A 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t..D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	149 tonnes	Déclaration	/
4321	<p><u>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 5 000 t.....A 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t.....D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	2 000 tonnes	Déclaration	/
4330	<p><u>Liquides inflammables de catégorie 1</u>, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t.....A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t..DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	9 tonnes	Déclaration	/



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
4510	<p><u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 tDC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	99 tonnes	Déclaration	/
4511	<p><u>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	199 tonnes	Déclaration	/
4755	<p><u>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants</u> (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t.....A</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³.....DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</i></p>	<p>2 000 tonnes</p> <p>449 m³</p>	Déclaration	/
4801	<p><u>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</u></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.. D</p>	499 tonnes	Déclaration	/



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
1436	<p><u>Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C</u>, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t.....DC</p>	900 tonnes	Non classé	/
1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t.....A</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t.....D</p>	99 tonnes	Non classé	/
4440	<p><u>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	1,9 tonnes	Non classé	/
4441	<p><u>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</u></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	1,9 tonne	Non classé	/



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
4718-1	<p><u>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel</u> (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 tA</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t.DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718</i></p>	5 tonnes	Non classé	/



Rubrique ICPE	Libellé	Situation du site	Régime de classement	Rayon d'affichage
4734-2	<p><u>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</u> : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total..... DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</i></p>	2 tonnes	Non classé	/
4741	<p><u>Les mélanges d'hypochlorite de sodium</u> classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	10 tonnes	Non classé	/

Tableau 6 : Classement ICPE détaillé du site

D : Déclaration / **DC** : Déclaration avec contrôle périodique

E : Enregistrement

A : Autorisation



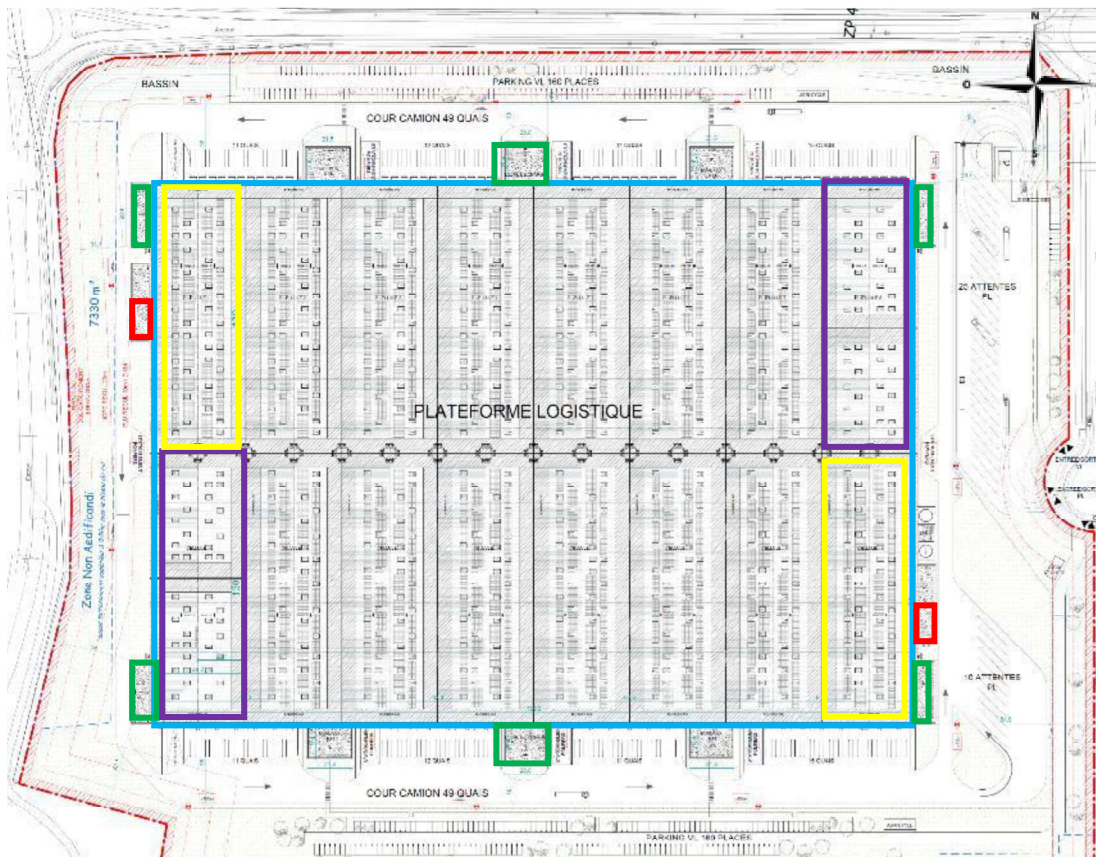
Il ressort que l'établissement relèvera :

- ❖ D'un classement SEVESO seuil bas, par dépassement indirect (voir ci-dessous) ;
- ❖ Du régime de l'autorisation pour les rubriques : 1450, 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 et 4001 ;
- ❖ Du régime de l'enregistrement pour la rubrique 4331 ;
- ❖ Du régime de la déclaration pour les rubriques : 4320, 4321, 4330, 4510, 4511, 4755, 4801, 1436, 2171, 2925 et 2910.

Afin de permettre une évolution dans le temps de la nature des produits stockés, nous avons cherché, pour chaque rubrique, à envisager la capacité maximale susceptible d'être stockée sur le site.

A noter également que la gestion informatisée des stocks harmonisée sur l'ensemble du site permettra de connaître, en temps réel, l'état des stocks sur la plateforme logistique (pour chaque rubrique ICPE), de vérifier ainsi la conformité des quantités présentes au regard de celle autorisées dans l'arrêté préfectoral.





1510 (A)	1450 (A)	4510 (DC)
1530(A)	4331 (E)	4511 (D)
1532 (A)	4330 (D)	
2662 (A)	4755 (DC)	2910-A (DC)
2663 (A)	1436 (D)	
4001 (A)	4320 (D)	2925 (D)
4801 (D)	4321 (D)	
2171 (D)		

Figure 9 : Localisation des ICPE



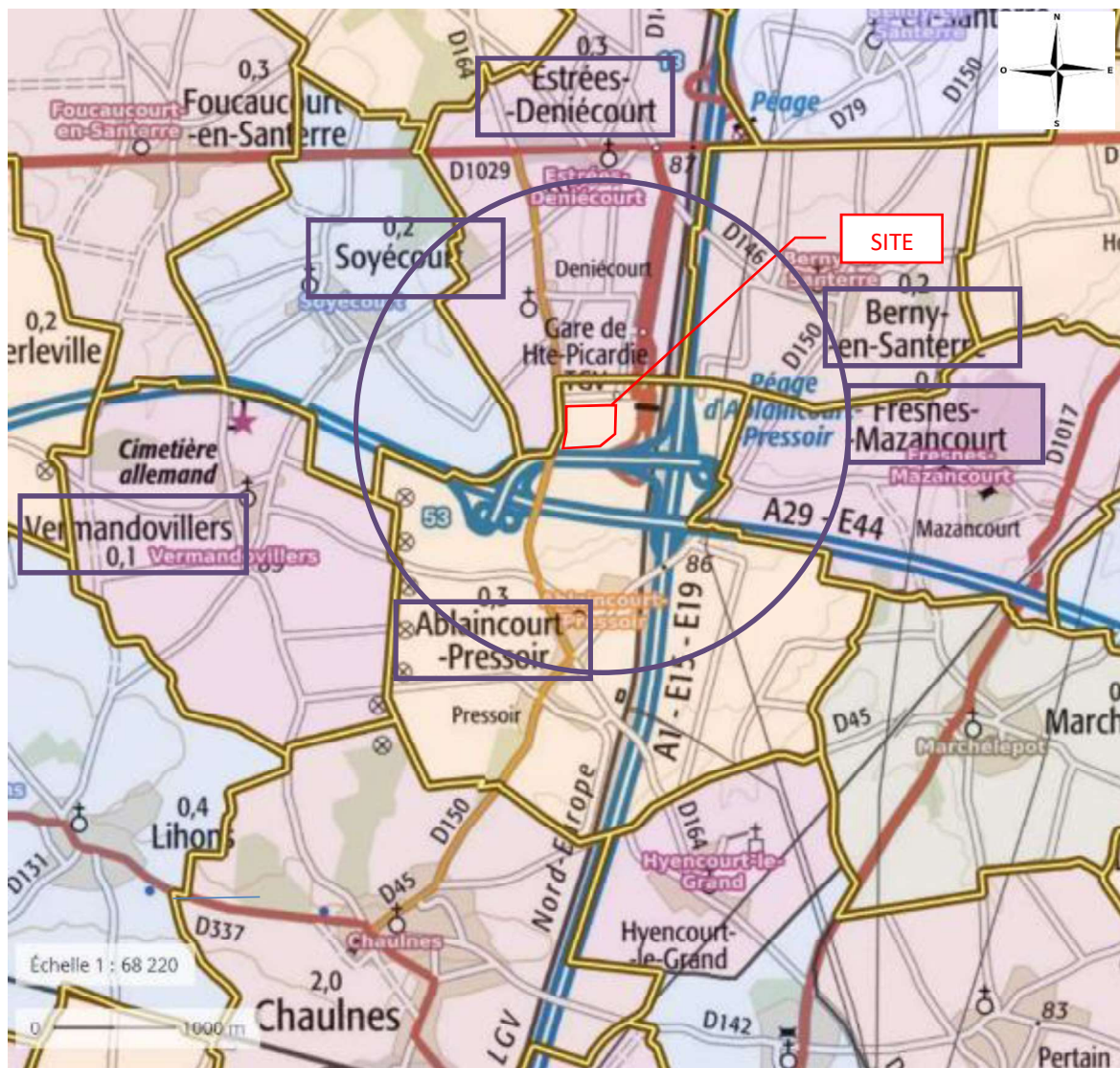


Figure 10 : Rayon d'affichage de 2 km

Les communes incluses dans le rayon d'affichage de 2 km et concernées par l'enquête publique sont au nombre de 6 :

- ❖ Ablaincourt-Pressoir ;
- ❖ Estrées-Deniécourt ;
- ❖ Berny-en-Santerre ;
- ❖ Fresnes-Mazancourt ;
- ❖ Vermandovillers ;
- ❖ Soyécourt.



8.1.2 CLASSEMENT DU SITE AU REGARD DE L'ARTICLE R.511-10 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIRECTIVE SEVESO III)

L'arrêté du 26 Mai 2014 transpose en droit français la directive n°2012/18/UE dite « directive Seveso 3 » relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Les calculs de seuil ont été faits sur la base des quantités maximales pour chaque rubrique présentée dans le tableau ci-dessus.

8.1.2.1 REGLE DE CALCUL

La règle de calcul est présentée à l'article R.511-11 du Code de l'Environnement.

Une installation répond respectivement à la « **règle de dépassement direct seuil bas** » ou à la « **règle de dépassement direct seuil haut** » lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R.511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans l'installation en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.

Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site au sens de l'article R.512-13 répondent respectivement à la « **règle de cumul seuil bas** » ou à la « **règle de cumul seuil haut** » lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1.

La règle de calcul des cumuls est la suivante :

$$\sum_{x=1}^n \frac{q_x}{Q_x} > \text{ou} = 1$$

qx, la quantité de la substance ou du mélange x susceptible d'être présente dans l'établissement ; elles sont précisées dans le tableau de classement ICPE ;

Qx, la quantité seuil haut/bas issue de la nomenclature applicable à la substance ou mélange x.

Le calcul est à faire pour les trois classes de risque suivantes :

- ❖ Somme Sa : pour la toxicité sur l'homme (très toxiques, toxiques) = (a)
- ❖ Somme Sb : pour les dangers physiques (inflammables, comburants, explosibles ...) = (b)
- ❖ Somme Sc : pour la toxicité sur l'environnement (très toxiques, toxiques...) = (c)



8.1.3 CLASSEMENT SEVESO SEUIL HAUT

Le tableau ci-après présente la situation du site par rapport au classement SEVESO seuil haut.

Rubrique		Quantité présente (Tonnes)	Règle de cumul	Calcul Seveso Seuil Haut				
				Seuil haut	Dépassement direct	Somme a	Somme b	Somme c
Rubrique non nommément désignée	4331	999	b	50000	non	0,00	0,02	0,00
	4330	9	b	50	non	0,00	0,18	0,00
	4320	149	b	500	non	0,00	0,30	0,00
	4321	2000	b	50000	non	0,00	0,04	0,00
	4510	99	c	200	non	0,00	0,00	0,50
	4511	199	c	500	non	0,00	0,00	0,40
	4440	1,9	b	200	non	0,00	0,01	0,00
	4441	1,9	b	200	non	0,00	0,01	0,00
	4718	5	b	200	non	0,00	0,03	0,00
	4741	10	c	200	non	0,00	0,00	0,05
Rubrique nommément désignée	4734	2	c	25000	non	0,00	0,00	0,00
	4734	2	b	25000	non	0,00	0,00	0,00
	4755	2000	b	50000	non	0,00	0,04	0,00
TOTAL REGLE CUMUL						0,00	0,62	0,94
Classement SEVESO					non	non	non	non

Tableau 7 : Situation du projet par rapport au classement SEVESO seuil haut

Le projet n'est pas classé SEVESO seuil haut ni par dépassement direct ni par dépassement des seuils par la règle de cumul.



8.1.3.1 CLASSEMENT SEVESO SEUIL BAS

Le tableau ci-après présentent la situation du site par rapport au classement SEVESO seuil bas.

Rubrique		Quantité présente (Tonnes)	Règle de cumul	Calcul Seveso Seuil bas				
				Seuil bas	Dépassement direct	Somme a	Somme b	Somme c
Rubrique non nommément désignée	4331	999	b	5000	non	0,00	0,2	0,00
	4330	9	b	10	non	0,00	0,90	0,00
	4320	149	b	150	non	0,00	0,99	0,00
	4321	2000	b	5000	non	0,00	0,40	0,00
	4510	99	c	100	non	0,00	0,00	0,99
	4511	199	c	200	non	0,00	0,00	1,00
	4440	1,9	b	50	non	0,00	0,04	0,00
	4441	1,9	b	50	non	0,00	0,04	0,00
	4718	5	b	50,0000	non	0,00	0,10	0,00
	4741	10	c	50,0000	non	0,00	0,00	0,20
Rubrique nommément désignée	4734	2	c	2500,000 0	non	0,00	0,00	0,00
	4734	2	b	2500,000 0	non	0,00	0,00	0,00
	4755	2000	b	5000	non	0,00	0,40	0,00
TOTAL REGLE CUMUL						0,00	3,07	2,19
Classement SEVESO					non	non	oui	oui

Tableau 8 : Situation du projet par rapport au classement SEVESO seuil bas

Le projet est classé SEVESO seuil bas par dépassement des seuils par la règle de cumul pour les dangers physiques et la toxicité sur l'environnement.

On notera que ces résultats sont obtenus en considérant que tous les types de matières dangereuses sont présents à leur quantité maximale en même temps. En situation réelle, tous ces produits ne seront pas stockés simultanément à leur quantité maximale.

Une gestion rigoureuse et anticipée des stocks de marchandises sur le site permettra de contrôler en permanence la nature et le tonnage des marchandises entreposées. L'exploitant sera en mesure de prouver à tout moment la nature et les quantités présentes au sein de l'entrepôt.

8.1.4 SITUATION VIS-A-VIS DE L'ARTICLE R.515-58 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La plateforme logistique et ses installations ne sont soumises à aucune des rubriques 3 000 à 3 999 de la nomenclature des installations classées et ne relève donc pas des articles R.515-58 et suivants du Code de l'Environnement.

Les meilleurs techniques disponibles ne seront donc pas étudiées dans le cadre de ce dossier.



8.1.5 TEXTES APPLICABLES

Le site est classé à Autorisation au titre des rubriques 1450, 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 et 4001 et à enregistrement 4331.

A ce titre, l'exploitation du site devra respecter les prescriptions de :

- ❖ l'arrêté ministériel du 11 Avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ❖ l'arrêté du 1 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il n'existe pas d'arrêté ministériel de prescriptions pour les rubriques 4001 et 1450.

L'adéquation du site aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 Avril 2017 et à l'arrêté du 1 juin 2015 est présentée en annexe :

=> Annexe 4 : Analyse de l'adéquation aux arrêtés ministériels du 11 avril 2017 et 1^{er} juin 2015

Arrêté ministériel du 11 Avril 2017

Aucune demande d'aménagement à l'arrêté du 11 avril 2017 n'est demandée.

On notera que l'article 1.6.4 de cet arrêté précise :

... Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés **ou tout autre dispositif d'effet équivalent...**

Nous avons retenu la phytoépuration comme moyen équivalent. Au cas où ce principe ne serait pas validé en l'état, des séparateurs d'hydrocarbures seront mis en place.



Arrêté du 1 juin 2015

Les aménagements à l'arrêté du **1^{er} juin 2015** sont présentées ci-après :

Article de référence	Dispositions prévues	Remarques
-		
Section III – Article 35 Eaux souterraines. Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Il est prévu d'infiltrer 100 % des eaux pluviales du site à la parcelle via des bassins et noues d'infiltration.	Le PLU et le règlement de la ZAC demande la gestion des eaux pluviales à la parcelle. Aucun réseau ne permet le rejet des eaux pluviales à l'extérieur du site. La gestion des eaux par infiltration fait également partie de la démarche environnementale du projet. Le site est en dehors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable.
Section V – Article 23 ... La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,5 mètres....	Il est prévu un grillage de 2 m de haut	Il a été retenu une hauteur de 2 m pour être en conformité avec le PLU.

Autres textes

Afin de prendre en compte les installations soumises à déclaration, les prescriptions des arrêtés suivants ont été également suivies dans la mesure où l'arrêté du 11 avril 2017 ne formule pas de prescriptions spécifiques les concernant et sous réserves d'adaptions précisées au chapitre suivant :

- ❖ **Arrêté du 29/05/00** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 accumulateurs (ateliers de charge d'),
- ❖ **Arrêté du 03/08/2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- ❖ **Arrêté du 22/12/08** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,
- ❖ **Arrêté du 20/04/05** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511



- ❖ **Arrêté du 05/12/16** relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration,
- ❖ **Arrêté du 23/12/98** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 »,
- ❖ **Arrêté du 23/12/98** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511

Les adaptations apportées au projet par rapport à ces arrêtés ministériels sont les suivantes : elles sont davantage détaillées dans la partie Etude de dangers.

Les installations à déclaration étant amenées à être régies par l'arrêté préfectoral du site, il ne s'agit pas de demande d'aménagement à proprement parlé.



Texte de référence	Dispositions prévues	Remarques
Les cellules concernées sont les cellules C8A/B et C9A/B (cellules dites « Liquides Inflammables »)		
<p><u>Arrêté du 20/04/2005</u> <u>(rubriques 1436,4330)</u></p> <p>2.4.2. Résistance au feu</p> <p>Les bâtiments abritant l'installation présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; - planchers REI 120 ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. 		
<p><u>Arrêté du 22/12/2008</u> <u>(rubriques 1436, 4330)</u></p> <p>Article 2.3 :</p> <p>Les locaux abritant le stockage de liquides inflammables aériens présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) - Murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 ; - Planchers hauts REI 120 ; - Portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - Portes donnant vers l'extérieur EI 120 ; - En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 ainsi que l'isolant thermique (s'il existe). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; - Les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées 	<ul style="list-style-type: none"> - Les façades de quais sont prévues en bardage double peau et n'ont pas de propriété coupe-feu ; les portes de quai n'ont pas de propriété EI. - Les portes donnant sur l'extérieur n'ont pas de propriété EI. - La toiture est prévu Broof T3 (couverture bac acier + isolant + étanchéité) 	<p>Les modélisations FLUMILOG permettent de justifier du maintien à l'intérieur des limites de propriétés des flux de 5 et 8 kW/m².</p>



Texte de référence	Dispositions prévues	Remarques
Les cellules concernées sont les cellules C1 et C16 (cellules dites « Dangereux pour l'environnement »)		
<p><u>Arrêté du 23/12/1998 (rubriques 4510 et 4511)</u></p> <p>Article 2.4</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1H ; - Couverture incombustible ; - Portes intérieures coupe-feu de degré 1H et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1H ; - matériaux de classe a2 s1 d0, ex. M0 (incombustibles). <p>[...]</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les façades de quais sont prévues en bardage double peau et n'ont pas de propriété coupe-feu ; les portes de quai n'ont pas de propriété EI. - Les portes donnant sur l'extérieur n'ont pas de propriété EI. - La toiture est prévu Broof T3 (couverture bac acier + isolant + étanchéité) 	<p>Les modélisations FLUMILOG permettent de justifier du maintien à l'intérieur des limites de propriétés des flux de 5 et 8 kW/m².</p>
Locaux de charge		
<p><u>Arrêté du 29/05/2000 (rubrique 2925)</u></p> <p>2.4. Comportement au feu des bâtiments</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures-couverture incombustible, - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, - pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles). 	<p>Il est retenu les prescriptions de l'art. 17 de l'arrêté du 11/04/2017 :</p> <p>« S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes). »</p> <p>Ainsi il est prévu les dispositions suivantes :</p> <p>La couverture des locaux de charge sera une couverture bac acier avec isolant et étanchéité de mêmes caractéristiques que celle de l'entrepôt. Au sens strict, elle n'est donc pas incombustible. Des portes coupe-feu deux heures et des murs REI 120 sur toute la hauteur de la cellule de l'entrepôt séparent ces locaux des cellules de stockage. Elles sont asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD) sensibles aux gaz et aux fumées et munie d'un ferme-porte ou d'un</p>	<p>Il est à noter que les locaux de charge seront nettement à plus de 5 m des limites de propriété.</p> <p>Il a été retenu de mettre le mur séparatif REI120 sur toute la hauteur de l'entrepôt.</p> <p>Il est également prévu de prolonger le mur séparatif entre les cellules de stockage et les locaux de charges de 1 m de part et d'autre.</p>



Texte de référence	Dispositions prévues	Remarques
	dispositif assurant leurs fermeture rapide ; Les façades extérieures seront en bardage.	

8.2 CLASSEMENT AU REGARD DE LA NOMENCLATURE VISEE A L'ARTICLE L.214-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (LOI SUR L'EAU)

Le projet relèvera également des rubriques de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement suivantes :

Rubrique « Loi sur l'eau »	Libellé de la rubrique	Situation du site	Régime de classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration)	Le terrain est d'une surface totale de : 207 838 m ² soit 20,8 ha	Autorisation

Tableau 9 : Classement au regard de la Loi sur l'Eau

La compatibilité du projet envisagé avec le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et le SAGE (Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux) est présentée dans les chapitres de l'étude d'impact.

A noter qu'il a également été pris en compte la « Note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 – DREAL Hauts-de-France – Service Risques.

Il ressort que le projet relèvera du régime de l'autorisation pour la rubrique 2.1.5.0.

Aucun arrêté de prescription n'existe pour cette rubrique.



8.3 CLASSEMENT VIS-A-VIS DE L'ANNEXE A L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le tableau ci-dessous présente les rubriques listées dans le tableau de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement qui concernent le projet, ainsi que le positionnement de ce dernier au regard de ces rubriques.

Catégorie	Evaluation environnementale		Cas par cas	
	Liste des projets	Site	Liste des projets	Site
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)				
1 Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l'article L.515-28 du Code de l'environnement (IED)		a) Autres ICPE soumises à Autorisation. b) Autres ICPE soumises à Enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement). c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à Autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE	X
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L.515-32 du Code de l'environnement et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article* (SEVESO)	X		
	c) Carrières soumises à Autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha			X
	d) Parcs éoliens soumis à Autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE			
	e) Elevages bovins soumis à Autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucheries ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des ICPE			
	f) Stockage géologique de CO2 soumis à Autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des ICPE			
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains				
39 Travaux, constructions et opérations d'aménagement	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m²	X SP = 100 158,8 m²	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m².	



** Etablissement : ensemble d'installations relevant d'un même exploitant sur un même site.*

Le projet est donc soumis à évaluation environnementale systématique au titre des rubriques 1 et 39. Le présent dossier contient donc l'étude d'impact du projet.

A noter : l'étude d'impact du présent dossier sera donc également jointe au Permis de Construire.



9. GARANTIES FINANCIERES

L'Arrêté Ministériel du 31 Mai 2012 modifié par les arrêtés du 12 février et 23 juin 2015, fixe la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

Le projet, objet du présent dossier, ne sera pas soumis au titre d'une des rubriques de la nomenclature des installations classées visées en Annexe I ou Annexe II de l'arrêté susvisé. Ainsi, **il n'est pas soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.**

